

Mettre en œuvre des mécanismes de redevabilité sociale pour améliorer les services de planification familiale en Afrique de l'Ouest

L'assurance d'avoir accès à des services de planification familiale (PF) de qualité et l'implication de toutes les franges de la population dans l'élaboration des programmes de PF sont des demandes de plus en plus fortes en Afrique de l'Ouest. En quoi les mécanismes de redevabilité sociale pourraient-ils aider à améliorer la qualité des services et programmes PF en même temps qu'une gouvernance transparente et inclusive ?

GARANTIR LA REDEVABILITÉ SOCIALE POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES CITOYEN-NE-S

► La redevabilité sociale peut être définie comme le processus par lequel les citoyen-ne-s et la société civile s'engagent dans des activités spécifiques pour demander des comptes à leurs dirigeant-e-s sur leurs performances et pour réclamer une bonne gouvernance. Elle repose sur :



Le droit à l'information des citoyen-ne-s



Le droit de participer aux fonctions de gouvernance¹



La liberté d'expression



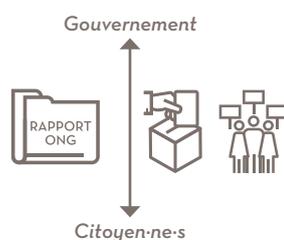
La responsabilité des citoyen-ne-s d'exercer activement leurs droits².



La liberté d'association

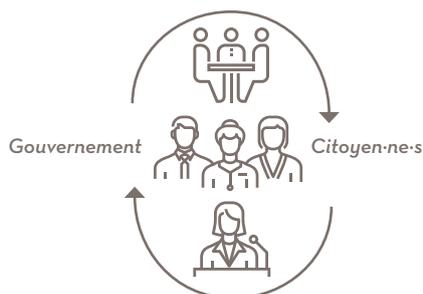
► La redevabilité sociale peut être impulsée par différents types de mécanismes et d'actions³ :

La redevabilité verticale



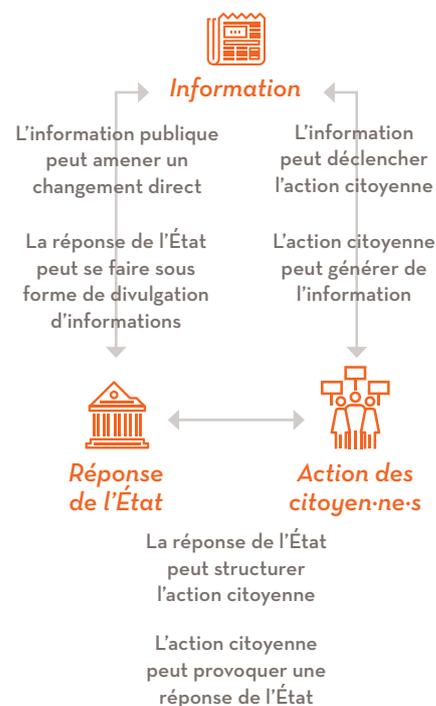
Les citoyen-ne-s font passer un message aux dirigeant-e-s dans l'espoir qu'il soit pris en compte.

La redevabilité diagonale



Les citoyen-ne-s et les dirigeant-e-s dialoguent et sont tou-te-s impliqué-e-s dans les processus de prise de décision.

► La bonne circulation de l'information entre les parties prenantes fait partie intégrante du processus de redevabilité sociale :



Source : Joshi, A. 2013. Context Matters: A Causal Chain Approach to Unpacking Social Accountability Interventions. Work in Progress Paper. Brighton, UK: Institute of Development Studies, p. 12.

DES PISTES PROMETTEUSES POUR INSPIRER LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

En Afrique de l'Est notamment, de nombreux mécanismes de redevabilité sociale sont en cours d'expérimentation. Certains commencent déjà à être testés en Afrique de l'Ouest, et d'autres peuvent encore être dupliqués pour améliorer la qualité des services de PF et la bonne gouvernance.



Suivi budgétaire (« budget tracking ») par les organisations de la société civile (OSC)

À l'aide des données récoltées, les OSC peuvent mener un plaidoyer plus efficace envers les autorités pour demander une meilleure allocation budgétaire des politiques mises en œuvre (augmentation de l'enveloppe budgétaire, meilleure répartition des dépenses, décaissement à temps, etc.).

Au Burkina Faso, grâce à un plaidoyer basé sur les résultats de l'analyse des activités et du budget consacrés aux jeunes dans le plan national PF 2013-2015, SOS/Jeunesse et Défis et ses partenaires ont réussi à faire passer de 15% la part du budget et des activités ciblant spécifiquement les jeunes à 28.4% dans le plan national PF 2017-2020.



Evaluation par les communautés (« community score card ») des services de santé publics

Cette approche permet aux usager-e-s des services (les citoyen-ne-s) et aux prestataires de services (le personnel de santé et les responsables des centres de santé communautaires) d'analyser ensemble les problèmes et de trouver des solutions communes pour améliorer les services.

En 2009, des OSC ougandaises ont encouragé les communautés locales à s'impliquer dans la gestion et le suivi des services de santé publics. Ceci a eu pour effet d'inciter le personnel de santé à offrir des prestations de meilleure qualité, et en conséquence il a été constaté un usage accru des services de santé, une réduction de la mortalité infantile, et un accroissement du poids des enfants⁴.



Campagnes de mobilisation à la base (« grassroots campaign »)

Ce mécanisme permet aux citoyen-ne-s de demander directement des comptes aux autorités locales et aux prestataires de service de PF⁵. Son efficacité sera accrue s'il est accompagné d'activités menées par des OSC spécialisées dans le plaidoyer en faveur de la PF⁶.

En 2016, le réseau d'OSC ouest-africaines Alliance Droits et Santé a lancé la campagne « Génération PF : ensemble choisissons l'avenir ! » en soutien à leurs actions de plaidoyer. À travers une pétition, des témoignages, des événements mobilisateurs, la campagne a permis de mobiliser des milliers de citoyen-ne-s qui demandent aux décideur-euse-s d'améliorer la qualité des services de PF et l'accès à ces services, en particulier pour les jeunes.

Nos revendications

► À l'endroit des citoyen-ne-s

- s'informer de leurs droits, y compris leur droit à une bonne gouvernance dont ils-elles peuvent être les acteur-ric-e-s
- mobiliser les collectivités territoriales décentralisées (autorités communales), les plus proches des besoins des citoyen-ne-s

► À l'endroit des OSC et leurs partenaires techniques et financiers

- prioriser le suivi des politiques et programmes publics mais aussi des services de PF
- imaginer et mettre en œuvre des mécanismes d'évaluation par les communautés de la qualité des services de PF
- renforcer les capacités de plaidoyer en faveur de la PF des citoyen-ne-s et des sociétés civiles ouest-africaines
- renforcer les capacités de suivi-évaluation des citoyen-ne-s et sociétés civiles⁷

► À l'endroit de l'Etat

- renforcer les capacités des représentant-e-s de l'Etat pour qu'ils-elles puissent s'engager auprès des citoyen-ne-s et répondre à leurs besoins⁸
- faciliter ou ouvrir des espaces de concertation et participation pour permettre le dialogue avec les sociétés civiles
- s'engager à rendre les informations budgétaires, législatives et politiques transparentes, vulgarisées et accessibles aux citoyen-ne-s

NOTES • 1. Affiliated Network for Social Accountability in East Asia and the Pacific (ANSA-EAP) (2010). "A Manual for Trainers on Social Accountability. Manila, Philippines: ANSA-EAP". Available at http://www.ansa-eap.net/assets/120/ANSA_EAP_SAc_Training_Manual.pdf. • 2. World Bank (2003). "World Development Report 2004: Making Services Work for Poor People. Washington, DC: World Bank". Available at <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5986>. • 3. McGinn, E. and Lipsky, A. (2015). "Social Accountability - a primer for civil society organizations working in family planning and reproductive health". Washington, DC: Futures Group, Health Policy Project. • 4. Bjorkman, M. and Svenssen, J. (2009). "Power to the People: Evidence from a Randomized Field Experiment on Community-Based Monitoring in Uganda." The Quarterly Journal of Economics 124(2): 735-769. • 5. Yimenu (2011) - in Brucker, M., Kubika, K., Kway, M., Sizomu, A. A., Teti, C. (2011). "Decentralisation, social accountability and family planning services. The cases of Uganda, Kenya and Tanzania". Kampala: DSW - Deutsche Stiftung Weltbevölkerung. • 6. P. Houtzager, A. Joshi & A. Gurza Lavalle (2008). "State Reform and Social Accountability". 38 ISD Bulletin, 6. • 7. Op.cit. McGinn, E. and Lipsky, A. • 8. Op.cit. McGinn, E. and Lipsky, A. Ce factsheet a été réalisé dans le cadre du projet « Mobiliser en faveur des DSSR : une alliance pour les femmes et adolescentes d'Afrique de l'Ouest ».